

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 19/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



SEM / FMI PROCESS/STEP FURANIA/exPorchon

Lieu-dit Le Porchon
42480 LA FOUILLOUSE

Références : UID4243-DSSP-022-0323/MD
Code AIOT : 0010500264

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/05/2022 dans l'établissement SEM / FMI PROCESS/STEP FURANIA/exPorchon implanté Lieu-dit Le Porchon 42480 LA FOUILLOUSE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été faite dans le cadre d'un incident sur le gazomètre suite à une coupure EDF avec fuite de biogaz à des teneurs faibles mais avérées (50 ppm).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEM / FMI PROCESS/STEP FURANIA/exPorchon
- Lieu-dit Le Porchon 42480 LA FOUILLOUSE
- Code AIOT : 0010500264
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

FURANIA est la station d'épuration des eaux résiduaires urbaines (STEP) de l'agglomération stéphanoise.

Elle comprend des installations et équipements pour la file Eau, cadrés au titre de la loi sur l'eau ; et des installations et équipements pour la file Boue, cadrés au titre des ICPE.

La filière de traitement des boues assure le traitement des boues générées par l'épuration des eaux usées in situ et également le traitement de boues et graisses issues de sites extérieurs. Elle se compose d'une unité de méthanisation avec production et valorisation de biométhane et d'une unité de valorisation thermique des boues digérées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Incident fuite de biogaz au niveau du gazomètre

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Code de l'environnement du 27/07/2020, article R512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La fuite de biogaz a rapidement été maîtrisée et n'a pas porté atteinte aux intérêts mentionnés à l'article [L. 511-1](#) du code de l'environnement.

Le diagnostic du gazomètre opéré lors de cet incident confirme la nécessité de remplacer rapidement cet équipement.

2-4) Fiches de constats

° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/07/2020, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Saint Étienne Métropole a prévenu l'inspection des installations classées par courriel du mardi 24 mai 2022 qu'une fuite de biogaz avait été détectée le samedi 21 Mai à 4h30, suite à une coupure EDF, au niveau de l'espace intermembranaire du gazomètre de la STEP de Furania. La mesure de la sonde de détection en place sur la sortie évent du gazomètre indiquait un taux de CH ₄ de 50 ppm (Valeur Limite Inférieure Explosivité du CH ₄ : 50 000 ppm). La vérification du bon fonctionnement de cette sonde a été réalisée par des mesures ponctuelles. Il a été procédé à un renforcement de la sécurisation de la zone autour du gazomètre. Seul l'exploitant habilité ATEX et équipé d'instrumentation ATEX a été autorisé à y pénétrer. L'exploitant a assuré une surveillance stricte du taux de CH ₄ et a maintenu le niveau de remplissage du gazomètre à 40% de sa capacité maximale. La totalité du biogaz a été ainsi épurée et injectée au réseau Grdf. Cette solution a permis d'éliminer en sécurité le biogaz stocké et de ne pas utiliser la torchère qui pouvait représenter un risque à proximité d'un dégagement de biogaz à l'atmosphère certes faible mais avéré. Le 24 mai 2022, le taux de CH ₄ mesuré à la sortie du gazomètre était redevenu nul. L'exploitant a supposé que par un effet de pliage de la membrane, la fuite avait été empêchée. La société spécialisée Environia est intervenue le mercredi 25 mai 2022 pour le diagnostic du gazomètre et la réparation immédiate de la membrane interne au niveau de son disque central. Suite à cette réparation il a été recommandé par Environia dans son compte rendu d'intervention un fonctionnement à une pression maximale de service de 10 à 12 mbar, sans jamais utiliser 100% du stockage (valeur maximale environ 90%) et un contrôle régulier de la concentration en CH ₄ en sortie du gazomètre. Il a été confirmé que le gazomètre était en fin de vie et nécessitait d'être remplacé très rapidement. Le renouvellement de cet équipement qui était envisagé dès la fin des phases de vidanges et de travaux sur les deux digesteurs à l'échéance du 1 ^{er} semestre 2023 a été avancé et prévu dans les 4 mois suivant l'incident. Lors de la visite sur place de l'Inspection des Installations Classées, il a été demandé à l'exploitant de réaliser les actions suivantes : - renseigner la fiche de déclaration d'incident sur le site aria https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr - transmettre le rapport d'intervention de la société Environia; - mettre par écrit la procédure à suivre en cas de fuite au niveau du gazomètre. Ces actions ont bien été réalisées dans les délais impartis. La fiche de procédure proposée par l'exploitant reste à être consolidée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet